

Éditorial de la revue *Futuribles*, n° 297, mai 2004

La révolution de l'intelligence ¹

La délocalisation hors du territoire national des activités productives est une vieille hantise française. Dénoncée avec force par Jean Arthuis voici déjà plus de 10 ans ², elle hante nos compatriotes comme, d'une manière générale, tout l'Occident qui craint de voir la Chine devenir l'usine du monde et l'Inde, peut-être, son principal fournisseur de services *high-tech* ; les pays en développement rapide et à faibles coûts de main-d'œuvre exercer vis-à-vis des vieilles puissances économiques une concurrence sans merci.

Est-ce donc par pudeur ou mû par un louable esprit de rigueur que l'on parle aujourd'hui davantage de « désindustrialisation », thème central d'un récent rapport de la DATAR ³ qui s'attache du reste à montrer qu'il serait plus approprié encore de parler de « mutations ». Mutations industrielles caractérisées par un déclin inégal de certains secteurs (textile, bois, métallurgie et, à un moindre degré, automobile, chimie) et l'essor d'autres activités (agroalimentaire, pharmacie...). Mutation plus fondamentale encore d'une ère dite industrielle vers une ère dominée par les services, la fameuse ère dite de la société postindustrielle chère à Daniel Bell...

Le raisonnement ici s'appuie sur la vieille distinction entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, et la thèse bien connue des trois étapes du développement que la DATAR reprend à son compte lorsqu'elle écrit : « si le début du XX^e siècle a été marqué par l'exode rural vers l'industrie, le début du XXI^e siècle pourrait bien être caractérisé par l'exode industriel vers les activités tertiaires ».

En effet, l'argument le plus souvent invoqué à l'appui de ce raisonnement concerne la répartition de l'emploi entre ces trois secteurs. Ainsi constate-t-on qu'en 1800, une grande partie de la main-d'œuvre travaillait dans l'agriculture puis que les effectifs y ont fortement diminué « pour passer dans l'industrie ». À son tour, depuis 1970, l'emploi industriel régresse (dans des proportions toutefois très différentes dans les pays dits avancés) tandis que l'emploi tertiaire augmente (augmentation en réalité continue depuis deux siècles).

Cette manière de voir est connue, commode et universellement admise. Elle me paraît cependant de plus en plus discutable. Si l'emploi agricole a indubitablement diminué, cela n'a pas empêché la production agricole de croître continûment du fait, notamment, de sa mécanisation et de son industrialisation. Plutôt qu'opposer le primaire et le secondaire, il faut parler d'industrialisation générale des activités, non seulement agricoles, mais également tertiaires (voir l'équipement des foyers). Et plutôt qu'opposer aujourd'hui le tertiaire à l'industrie, il faut souligner le processus infiniment plus déterminant de tertiarisation de l'ensemble des activités productives. Tertiarisation de l'agriculture dont les prix des produits dépendent de plus en plus de tout « l'immatériel » incorporé : recherche et développement (R&D) sur les intrants, progrès génétiques sur les plantes et les animaux, distribution, *packaging*, publicité, logistique... Tertiarisation de l'industrie tant traditionnelle que, *a fortiori*, de haute technologie.

Ainsi, le prix d'une automobile dépend de moins en moins du coût des matières premières (acier, plastiques, voire matériaux composites) et des coûts salariaux des personnes travaillant

¹. Titre emprunté à une publication célèbre : GAUDIN Thierry, PORTNOFF André-Yves (sous la dir. de). « La révolution de l'intelligence ». *Science et technologie*, numéro spécial, octobre 1983.

². ARTHUIS Jean. In *Futuribles* n° 181, novembre 1993 et n° 289, septembre 2003.

³. DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). *La France, puissance industrielle. Une nouvelle politique industrielle par les territoires*. Paris : La documentation Française, 2004.

directement la matière. Il dépend de plus en plus des dépenses engagées par le constructeur en R&D, ingénierie de *design* et de publicité, *marketing*, services financiers... Cela vaut pour tous les produits industriels, avec l'avènement de matériaux dits intelligents (par exemple, le verre), de *processes* et de produits incorporant de plus en plus « d'immatériel », la production de biens sur mesure, demain de biens services compris, voire la substitution de services (par exemple, la mobilité) incorporant certes des produits, en lieu et place de l'achat de biens. Simultanément, se poursuit l'industrialisation des services comme en témoigne, de manière emblématique, l'envolée des industries culturelles assurément plus rapide que celle des pratiques...

Cessons donc d'opposer ces trois secteurs désormais étroitement imbriqués et constatons que la valeur dépend de plus en plus de l'intelligence, au sens le plus large du terme, que les femmes et les hommes déploient dans leurs activités : non seulement de la R&D et de l'innovation mais, plus élémentairement encore, de leur aptitude à déployer l'ensemble de leurs capacités tant intellectuelles qu'affectives et physiques, à mailler leurs énergies autour d'objectifs ayant du sens, donc suscitant le désir et la volonté.

Posé en ces termes, le problème auquel fait face un vieux pays nanti comme la France, confronté à la soif de progrès que l'on sait poindre ailleurs, ne réside pas tant dans son éventuelle désindustrialisation, surtout si les délocalisations permettent de prendre pied dans des marchés en expansion, il réside dans le vague à l'âme d'une population à court d'idées et d'énergie.

Comment sortir de cette ornière sans en appeler, une fois de plus, à l'État stratège, sans souligner une fois encore combien nous devons retrouver la notion de projet, sans rappeler l'effort indispensable de recherche-développement y compris, et d'abord, des ressources humaines, en commençant — cela va de soi — par l'école élémentaire, celle qui doit permettre aux jeunes de devenir des artisans du futur, d'acquérir le goût et la faculté d'entreprendre, notamment celle de créer de nouvelles entreprises et de renouveler peut-être en profondeur le tissu productif français ?

Hugues de Jouvenel